

DECRYPTAGE

Le Canada, les génocides et le pillage des ressources du Congo



DEVELOPPEMENT

L'économie verte, une opportunité pour la RDC riche en ressources



ANALYSE

Etudier les victoires des Forces Armées de la RDC



PAROLE D'INGETA

Testament d'une jeune congolaise à ses concitoyens



INGETA



Réinventons le Congo

Novembre 2013

Numéro 1, volume 1

Gratuit

www.ingeta.com

Le massacre d'un peuple pour le bonheur du monde

Par Boniface Musavuli. Photos: DR

MONDIALISATION. GEOPOLITIQUE.

« Le monde est dangereux à vivre, non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire » disait Albert Einstein. La phrase résonne comme une prophétie ayant trouvé sa réalisation dans le destin d'un peuple, d'un pays : la République démocratique du Congo. Ici des souffrances indicibles sont infligées à des millions d'innocents depuis deux décennies dans un silence assourdissant des grands médias et des principaux décideurs politiques du monde. Un silence qui en rappelle un autre, il y a un peu plus d'un siècle. Entre 1885 et 1907, les Congolais furent l'objet d'un effroyable massacre à grande échelle, à l'instigation du roi des Belges de l'époque, Léopold II. L'enjeu, c'était le caoutchouc, indispensable à la fabrication des pneus. Aujourd'hui, l'enjeu s'appelle « coltan », « minerais de sang », indispensable à la fabrication de nos téléphones portables. Ainsi, sur une période d'un peu plus d'un siècle, un même peuple, les Congolais, aura subi, dans le silence de la communauté internationale, deux massacres à grande échelle (plusieurs millions de morts chacun), assimilables au crime de génocide. Dès lors, le peu d'espoir, pour les « victimes oubliées », repose sur les initiatives de quelques « indignés » çà-et-là, comme les signataires de l'« appel des 52 », récemment publié, mais sans grand bruit. Hélas...



Un cri dans le désert ?

En effet, 52 personnalités ont lancé un appel pour la création d'un Tribunal pénal international pour la République démocratique du Congo. Le document, signé entre autres par Rama Yade, Roselyne Bachelot, Ingrid Betancourt et Gisèle Halimi, rappelle les terribles souffrances infligées aux populations du Congo et la tragédie des femmes violées à grande échelle. Des atrocités que subissent nos « semblables », adultes et enfants, réduits au rang de simples « proies » dans la ruée meurtrière des multinationales sur les richesses du Congo.

Le document des 52 personnalités interpelle au moins 5 dirigeants de la planète qui, compte tenu des fonctions qu'ils exercent, peuvent tout à fait décider de mettre fin à ces horreurs, et s'assurer que les responsables des atrocités répondent de leurs actes devant des juges indépendants. Tout ce qu'on attend d'un « monde civilisé »



Un même peuple, les Congolais, aura subi, dans le silence de la communauté internationale, deux massacres à grande échelle (plusieurs millions de morts chacun), assimilables au crime de génocide.

prônant « les valeurs universelles » des droits de l'Homme. Et pourtant...

Les « grandes impuissances »

Il y a un peu de chance que l'appel des 52 produise le moindre effet. Le document est d'ailleurs en train de traverser le web comme une minuscule flamme de bougie au milieu des ténèbres et d'un silence lunaire. Parce qu'Obama, Hollande, Ban-Ki-moon, Mary

Robinson, et surtout le Belge Van Rompuy et leurs entourages savent ce qui se passe. Aucun des cinq dirigeants n'a le moindre intérêt à entreprendre sérieusement des actions pour mettre un terme à la souffrance des populations du Congo et faire sanctionner les responsables des crimes. Aussi effroyable que cela puisse paraître, ces personnalités doivent être persuadées que le massacre des Congolais aujourd'hui est inévitable. Il serait impossible à la fois d'inquiéter les « machines à tuer et à violer » dans l'Est du Congo et de garantir la prospérité des économies occidentales et le confort des consommateurs, en particulier les utilisateurs des téléphones portables.

Ces appareils sont fabriqués avec du coltan, un minéral dont le Congo détiendrait jusqu'à 80 % des réserves mondiales. Les approvisionnements se font dans les zones d'extrême violence du Kivu (Est du Congo) et les confortables marges des multinationales ne sont assurées que si elles continuent de se procurer ≥

MANIFESTE

Notre raison d'être

La finalité de notre mouvement, c'est la libération de la République démocratique du Congo des forces d'occupation et de corruption. La finalité de notre mouvement, c'est le rétablissement de la justice et la prospérité du peuple congolais en République démocratique du Congo. Mais la finalité, c'est aussi que notre combat et notre mouvement soient utiles et bénéfiques à chacun d'entre nous, à chacune des personnes qui s'y implique. Il faut que ce mouvement soit une bonne expérience pour chacun de nous. C'est tout aussi important, parce que l'objectif de la libération est un processus qui peut durer, on ne sait pas le temps que ça prendra. Alors, il faut, pour éviter les démobilisations et les découragements, que le parcours et le temps qui y mènent soient utilisés à bon escient. Cela veut dire que ce combat doit être une opportunité de changer, d'améliorer le quotidien de chacun et/ou de ses proches.

Nous avons là une occasion de matérialiser notre solidarité. C'est le moment pour nous de nous entre-aider, de développer des connections. Untel peut trouver un emploi à un autre, untel peut aider un autre au niveau financier, untel peut participer à l'activité d'un autre, untel peut trouver un stage au fils ou à la fille d'untel, etc. La finalité c'est aussi de créer et de faire émerger des communautés économiques congolaises fortes qui auront leur mot à dire dans les décisions politiques, économiques et sociales qui se prendront là où ils sont. En d'autres termes, nous avons l'occasion là de développer des groupes de pression et de lobbying concrets et efficaces pour notre objectif commun. Nous avons toutes les compétences, nous sommes nombreux, nous avons montré notre solidarité et notre détermination. Maintenant, il faut passer à la vitesse supérieure. Et agir en ayant toujours en tête la finalité !

[<< Suite de la première page](#)

ces matières stratégiques à vil prix, dans des zones maintenues en situation de non-droit.

L'internationale impuissance: Tous coupables ?

Le consommateur a besoin de son téléphone portable, toujours moins cher. Les opérateurs de la téléphonie mobile, leurs banques, les compagnies d'assurances,... et les réseaux d'hommes et de femmes politiques, tiennent fermement à leurs profits. Les usines en Chine qui fabriquent nos produits électroniques doivent continuer à fonctionner. Les dirigeants politiques et militaires du Rwanda, de l'Ouganda et de Kinshasa, malgré les millions de morts qu'ils ont sur la conscience, doivent être maintenus au pouvoir pour rassurer ce marché international de la prédation.

Seules quelques rares consciences, çà-et-là dans le monde, tentent de rappeler qu'au bout de la chaîne se trouvent des enfants travaillant comme des esclaves dans des mines, ou servant de chair à canon dans les interminables combats. De petites filles (parfois de moins de 10 ans) sont arrachées à leurs familles et utilisées comme esclaves sexuelles. Des mères de famille sont violées en public, contaminées au VIH-SIDA et déshonorées à vie. Des centaines de milliers de familles sont jetées dans la nature, chassées de leurs villages et condamnées à mourir à petit feu dans des camps de déplacés du Congo devenus de sordides mouroirs. C'est un système digne de l'holocauste mais les décideurs politiques des grandes puissances et les grands médias semblent résolus à s'en accommoder.

Le bilan de la tragédie des Congolais donne du vertige : 5,4 millions de morts selon l'ONG américaine International Rescue Committee (IRC), quasiment la seule organisation qui s'efforce de réaliser un décompte objectif des victimes de la guerre du Congo. Un bilan qui grimpe à 6,9 millions de morts selon d'autres estimations (estimations du New York Time), la moitié étant des enfants.

En réalité, on ne saura jamais exactement « combien de millions de morts ». En effet, dans le « silence international » figure également le silence des pays qui auraient dû se manifester (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Belgique...) et celui des institutions internationales (ONU, Union européenne). Ils n'ont jamais initié la moindre enquête sur l'ampleur de l'hécatombe. On a pourtant des députés, des sénateurs, des ministres,... Tous observent le plus grand abattoir du monde dans un silence à peine croyable. Un choix qui contraste avec leurs prestigieux mandats et les valeurs dont ils se réclament.

Affaiblir le Congo en tant qu'Etat et laisser faire les « massacreurs » ?

Lorsque des personnalités dans le monde s'expriment sur la tragédie du Congo, elles se « défontent » sur les « autorités congolaises », accusées d'incompétence. Un comportement ubuesque. Car il est de notoriété publique que les « autorités congolaises » avaient été justement placées au pouvoir, de l'extérieur, en raison de leur incompétence notoire. Depuis Patrice Lumumba, on redoute que des Congolais compétents et « patriotes » accèdent au pouvoir et menacent le juteux « système de prédation ». Ainsi les dirigeants congolais actuels (nombreux sont quand-même de bonne foi) doivent passivement assister au massacre de « leur peuple » et accompagner le pillage de « leur pays ». Ils ne peuvent rien faire parce qu'ils ne doivent rien faire. Ils



reçoivent des ordres de l'extérieur. Les Congolais ont été dépouillés de leur souveraineté...

La communauté internationale préfère envoyer des ONG et des casques bleus coûtant plusieurs dizaines de fois le revenu moyen des agents locaux, pour des résultats parfois risibles. Il suffirait pourtant de laisser les Congolais choisir librement leurs dirigeants et commencer à rebâtir leur pays (mairies, police, armée, écoles, hôpitaux,...), parce qu'au final, il s'agit bien de « leur pays ».

Comment en est-on arrivé là ?

Ce mariage atroce entre le monde civilisé et la barbarie la plus abjecte, a pu se réaliser, et pourrait encore durer, grâce à la combinaison d'un ensemble de facteurs sûrement mieux décrits dans « Congo – Une histoire » du journaliste belge David Van Reybrouck.

Trop tôt, « le sous-sol du Congo s'avéra receler un véritable "scandale géologique" (...) C'était presque trop beau pour être vrai. » Le pays a ainsi, dès sa création, aiguisé les appétits des « prédateurs » de tous poils qui se ruent sur ses richesses, chaque génération à son tour.

Selon David Van Reybrouck, « Aucun pays au monde n'a eu autant de 'chance' que le Congo avec ses richesses naturelles. Ces cent cinquante dernières années, chaque fois que le marché international a exprimé une demande pressante pour une certaine matière première – l'ivoire à l'époque victorienne, le caoutchouc après l'invention du pneu gonflable, le cuivre lors de la forte expansion industrielle et militaire, l'uranium durant la guerre froide, le courant alternatif pendant la crise pétrolière des années 1970, le coltan à l'ère de la téléphonie mobile -, le Congo s'est avéré disposer de gigantesques réserves de la marchandise convoitée. Il a pu aisément répondre à la demande. »

Le coltan ou le malheur de tout un peuple Le caoutchouc, les pneus et l'holocauste congolais: devoir de mémoire

Longtemps avant la catastrophe du coltan, ce fut le caoutchouc. En 1888, l'Écossais John Boyd Dunlop invente le caoutchouc gonflable. Comme nos ingénieurs des téléphones portables, Dunlop va améliorer le

confort des milliers de gens (voyageurs en Europe et en Amérique). Mais il est loin de se douter qu'il vient de déclencher un cycle de massacre qui se soldera par la mort de millions de Congolais et autant de mutilés (les mains coupées). Avant l'invention de Dunlop, les automobiles et les bicyclettes roulaient avec des roues en bois cerclées de métal. On aurait dû en rester là s'il était possible d'empêcher les inventions catastrophiques. La demande mondiale de caoutchouc explosa.

Le Congo se retrouva être le seul pays au monde disposant d'immenses réserves d'arbres à caoutchouc. Le roi des Belges Léopold II, « propriétaire » de l'Etat Indépendant du Congo (EIC) mit alors sur pied un système monstrueux pire que le Goulag. Il y a encore des survivants qui témoignent, toujours hantés par les scènes d'horreur qu'un épouvantable souverain répandit sur le Congo. Tout un pays fut transformé en un vaste camp de travail forcé. Chaque Congolais,



La communauté internationale préfère envoyer des ONG et des casques bleus coûtant plusieurs dizaines de fois le revenu moyen des agents locaux, pour des résultats parfois risibles.

Il suffirait pourtant de laisser les Congolais choisir librement leurs dirigeants et commencer à rebâtir leur pays (mairies, police, armée, écoles, hôpitaux,...), parce qu'au final, il s'agit bien de leur pays.

dans un secteur donné, devait rapporter une quantité déterminée de caoutchouc. Ceux qui s'opposaient à la corvée ou n'atteignaient pas les objectifs, souvent hors de portée, étaient mutilés ou tués. Leurs familles étaient massacrées et leurs villages incendiés. Les horreurs de Léopold II dépassent l'entendement. Les soldats furent astreints de rapporter à leurs supérieurs « blancs », des têtes, des mains ou des pieds pour attester que

les cartouches fournies avaient bien servi à « tuer des gens » et non du gibier. Les dérives étaient inévitables. Pour se constituer un stock de cartouches, les soldats se mirent à couper les mains des « vivants ». Selon les historiens, le règne de Léopold II coûta la vie à la moitié des habitants du Congo (entre 8 et 30 millions de victimes). Le roi des Belges amassa une immense fortune grâce au caoutchouc et l'industrie automobile prospéra... le tout sur les charniers des millions de Congolais.

Nos « ancêtres », ces héros...

Cette hécatombe et l'enrichissement qu'elle procura rappelle étrangement ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux, dans l'Est du Congo autour des minerais de sang. Mais il y a quelque chose d'étonnant dans la poursuite de la tragédie du coltan puisqu'on aurait cru qu'en un siècle, l'humanité fût suffisamment pétrie de valeurs humanistes. La Déclaration universelle des droits de l'Homme est apprise dans les écoles à chacune de nos générations.

En tout cas, la tragédie du « caoutchouc rouge » prit fin lorsque les Européens entreprirent de manifester leur indignation à l'encontre de Léopold II. Les victimes du roi n'étaient pourtant que des « Nègres » à une époque où le racisme était encore publiquement assumé. Mais à un certain seuil de cruauté, les Européens ne pouvaient plus se retenir. Ils basculèrent dans des campagnes de protestation contre le souverain belge, à l'initiative de quelques courageux anonymes comme le journaliste britannique (d'origine française) Edmund Dene Morel. Plus d'un siècle après, l'inertie des descendants des mêmes Européens, pourtant plus instruits et plus sensibilisés aux valeurs humanistes, étonne. Le massacre des Congolais, peut-être, profite à bien trop de monde à la fois (consommateurs, multinationales, banques, usines chinoises, hommes politiques, journalistes (craignant d'aborder le sujet pour préserver leurs carrières)...).

Quoi qu'il en soit, les signataires de l'appel des 52 pour un Tribunal pénal international pour le Congo, préviennent, dans leur document, que les futures générations nous jugeront. Pour le confort d'un téléphone portable, qui ne sera d'ailleurs plus de service dans seulement quelques mois, nous fûmes associés à l'extermination des millions

Quelle est la contribution des Congolais de l'étranger à l'économie nationale?

Par Fweley Diangitukwa

INVESTISSEMENTS & DIASPORA

Pour le docteur Fweley Diangitukwa "Que le gouvernement congolais démocratise le pays, qu'il encourage ensuite les Congolais de l'étranger et ceux-ci travailleront pour le Congo".

Les laudateurs congolais admirent les contributions des migrants des autres pays et ils critiquent très sévèrement le manque de réalisations notables des migrants congolais mais ils ignorent complètement qu'il existe des stratégies pratiquées par des Etats pour tirer profit de la migration parmi lesquelles il y a la réduction des taxes (importation et exportation), l'encouragement à ouvrir des activités commerciales dans le pays d'accueil (la Chine finance ses ressortissants à l'étranger pour ouvrir des restaurants mais avec l'obligation de vendre des produits chinois), la même Chine paie de hauts salaires aux docteurs qui acceptent de rentrer travailler en Chine sinon elle encourage ses migrants intellectuels à travailler dans les centres de recherche à l'étranger tout en participant au transfert de la connaissance vers les universités et centres de recherche en Chine. L'Inde envoie ses bons étudiants-informaticiens aux Etats-Unis pour se

perfectionner (voir Silicon Valley) et ceux-ci rentrent travailler dans son propre pôle d'excellence à Bangalore. Certains pays de l'Afrique de l'Ouest pratiquent une réduction des coûts pour les objets de valeur exportés par leurs migrants, etc. Les migrants qui publient, qui innovent ou qui inventent reçoivent des prix ou des encouragements de leur pays d'origine. Les réalisations des nationaux vivant à l'étranger sont mises en valeur dans le pays d'origine, etc.

Que fait la RD Congo pour encourager ses migrants ? Réponse = RIEN. Au contraire, les migrants congolais sont devenus des vaches à lait pour l'économie congolaise : le passeport congolais est le plus cher au monde, le coût de dédouanement de voitures est parmi le plus élevé en Afrique et au monde. Allez voir à Matadi comment les Congolais de l'étranger sont sollicités voire spoliés, comment la corruption fonctionne et le genre des tracasseries administratives qu'ils subissent pour faire sortir leurs marchandises. J'ai moi-même vécu cette forme d'humiliation plusieurs fois. J'ai ouvert une pharmacie à Kinshasa que j'ai fermée au bout de deux ans parce que les agents de l'Etat passaient jour et nuit avec des prétextes fabriqués de toutes pièces pour soutirer de l'argent en plus

des taxes payées normalement à l'Etat. Le gouvernement congolais interdit le droit de vote aux Congolais de l'étranger et il refuse la nationalité aux enfants congolais nés à l'étranger qui obtiennent la nationalité du pays d'accueil (droit du sol comme au Canada, Etats-Unis, Australie, etc.) et aux migrants congolais qui ont pris la nationalité étrangère (ce qui n'est pas mon cas). En même temps, le même gouvernement congolais demande aux Congolais de l'étranger d'investir massivement au Congo. Quelle logique contradictoire ! Au fond, que veut la RDC ? Quelle est sa politique à l'égard des migrants congolais ? Notre pays a-t-il une politique en la matière ? Combien d'argent donne-t-il aux migrants congolais pour leur exiger en retour d'investir dans leur pays d'origine ? Le gouvernement congolais s'intéresse-t-il aux conditions de vie de ses ressortissants à l'étranger ? Il y a tant de questions à poser et pour lesquelles la réponse est toujours NON. Le sous-ministère des Congolais de l'étranger a été vite supprimé. Et pour cause ? Alors que partout au monde les nationaux sont bien accueillis de retour dans leur pays, chez nous, ils rencontrent toutes sortes de tracasseries. Je voyage beaucoup. Mes bagages ne sont jamais fouillés car le contrôle électronique suffit mais à l'aéroport

de N'Djili, il y a une seconde fouille avec des mains introduites dans les sacs des voyageurs. Quelle honte ? Nous devons évoluer.

En Suisse, nous sommes deux Congolais à travailler sur le thème de migration : Jules Bagalwa Mapatano qui travaille niveau micro (migrants congolais à Genève) et moi-même Fweley Diangitukwa qui travaille au niveau macro (migrations internationales). Je demande aux laudateurs de cesser de spéculer lorsqu'ils écrivent sur le net pour soutenir leur « Rais » et de commencer à être sérieux et profonds. Qu'ils nous disent maintenant quelle est leur propre contribution à l'économie nationale. Que rapportent-ils concrètement à l'économie nationale en passant tout leur temps devant l'écran de l'ordinateur pour soutenir leur « Rais » qui n'apporte aucune amélioration aux conditions de vie des Congolais ? S'ils posent à eux-mêmes la question qu'ils posent aux Congolais de l'étranger, peut-être qu'ils deviendront plus conscients de leur inutilité dans le développement du Congo.

Leur manière de fonctionner et leur superficialité dérangent les Congolais sérieux qui veulent traiter en profondeur les problèmes qui préoccupent notre société.

Que le gouvernement démocratise le pays, qu'il encourage ensuite les Congolais de l'étranger et ceux-ci travailleront pour le Congo.

Il existe des documents de base qui doivent être connus par ceux qui discutent sur le thème de migration. Il y a à titre indicatif :
- « World Migrations. Costs and benefits of international Migration », publié par l'IOM (International Organisation for Migration). Dans la publication de 2005, lire les pages 379-421 pour les données statistiques. IOM (ou OIM en français) a son siège à Genève et j'ai travaillé avec cette institution lorsque j'ai écrit mon livre Fweley Diangitukwa, « Migrations internationales, codéveloppement et coopération décentralisée », Paris, L'Harmattan, 2008. Ce livre est signalé dans Wikipedia (je suis fier) et préfacé par une grande personnalité.
- Ali Mansoor/Bryce Quilin, « Migration and Remittances », 2006, publié par The World Bank/Banque Mondiale. J'étais présent à l'IOM lorsque ce livre a été présenté au public par les auteurs et j'ai écrit un papier paru dans un journal.
- Revue « Migrations internationales. Chaînon maquant de la mondialisation », nos 81-82, publiée par Courrier de la Planète.

L'économie verte, une opportunité pour la RD Congo riche en ressources

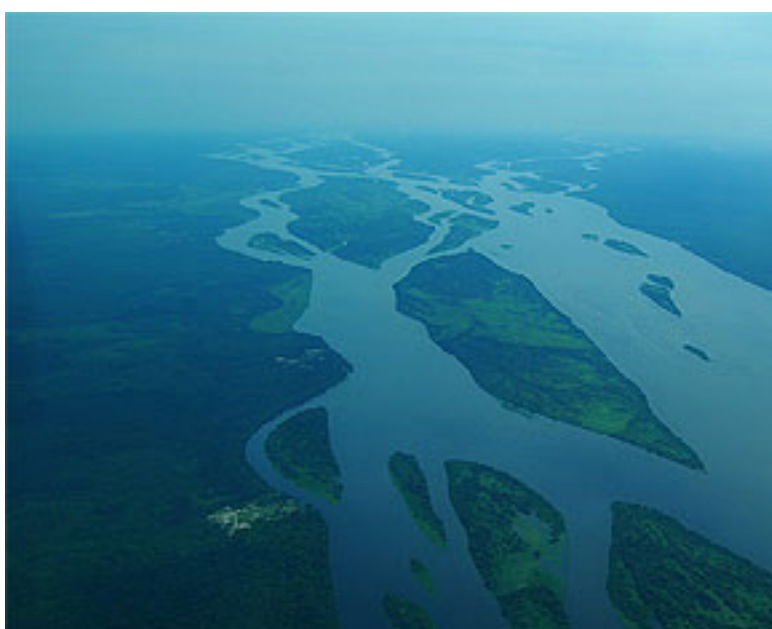
Source: UN News Centre

DEVELOPPEMENT

Avec la moitié des forêts et des ressources en eau de l'Afrique, ainsi que d'énormes réserves minérales estimées à 24.000 milliards de dollars, la République démocratique du Congo (RDC) pourrait devenir une locomotive pour le développement africain, à condition que les différentes menaces pesant sur ses ressources naturelles soient rapidement jugulées, estime une étude du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

« Cette évaluation confirme la richesse unique des ressources naturelles de la RDC et illustre comment celles-ci peuvent contribuer à une croissance économique durable. Cependant, elle révèle aussi les séquelles laissées par un conflit financé largement par l'exploitation de ces ressources, ainsi que la tragédie humaine dont souffre le peuple depuis trop longtemps », a déclaré le Directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, à Kinshasa lors de la présentation des résultats de l'étude avec le Ministre congolais de l'environnement, de la conservation de la nature et du tourisme, José Endundo.

L'étude met en garde contre des tendances alarmantes, telles que l'accélération de la déforestation, l'extinction de certaines espèces, la pollution par les métaux lourds



et la dégradation des terres résultant des activités minières, ainsi qu'une pénurie aiguë d'eau potable affectant quelques 51 millions de Congolais.

Selon le rapport, des progrès substantiels ont déjà été faits en termes de gouvernance environnementale. Par exemple, à travers des mesures telles que le renforcement de patrouilles anti-braconnage, l'Institut congolais pour la conservation de la nature

a permis de sécuriser le Parc national de Virunga qui, au pic de la crise congolaise, perdait l'équivalent de 89 hectares de forêt chaque jour du fait de la collecte illégale de bois énergie.

Toutefois, une forte croissance démographique (le pays compte aujourd'hui près de 70 millions d'habitants, qui dépendent pour la plupart des ressources naturelles pour leur survie), ainsi que la vive concurrence internationale pour les matières

premières, font peser encore davantage de pressions sur les ressources naturelles de la RDC, estime le PNUE.

Selon le rapport, la biodiversité de la RDC est la plus importante en Afrique, mais 190 espèces sont classées comme étant en danger critique d'extinction, en danger ou vulnérables sur la Liste rouge des espèces menacées de l'Union internationale pour la préservation de la nature (UICN). Les éléphants et les gorilles de montagne font partie des espèces menacées.

La forêt tropicale de la RDC s'étend sur plus de 1,55 million de km² et représente plus de la moitié des ressources forestières de l'Afrique, ce qui en fait une source potentielle de revenus, qui pourraient s'élever à 900 millions de dollars d'ici à 2030, indique le rapport.

La RDC détient la plus importante main d'œuvre d'exploitation minière artisanale au monde, estimée à deux millions de personnes, mais le manque de contrôle de ce secteur a contribué à la dégradation des terres et à la pollution. Les réserves minérales inexploitées de la RDC (estimées à 24.000 milliards de dollars) ont une importance stratégique pour l'économie mondiale. Selon les experts du PNUE, le

problème le plus alarmant lié au changement climatique est la vulnérabilité de l'agriculture pluviale à petite échelle. Par exemple, en 2020, la durée de la saison des pluies dans la région du Katanga, fréquemment touchée par la sécheresse, pourrait passer de sept à cinq mois.

Dans ce pays émergent d'une longue période de crise et de défaillance de l'Etat, la fourniture de services de bases, notamment en termes d'énergie et de provision en eau, ainsi que les problèmes environnementaux dans les centres urbains, restent des enjeux de taille. Afin d'aider la RDC à relever ces défis, un doublement de l'aide au développement est requis de toute urgence (y compris 200 millions de dollars pour l'environnement), conclut le rapport. Selon Achim Steiner, l'évaluation met en avant des opportunités stratégiques pouvant soutenir la durabilité de la reconstruction économique post-conflit de la RDC et accélérer les efforts de consolidation de la paix. « Le PNUE espère que les résultats de cette évaluation galvaniseront l'action et un soutien plus marqué de la communauté internationale et aidera la nation à s'orienter sur une voie plus durable, capitalisant sur les opportunités offertes par une économie verte en RDC » a conclu M. Steiner.

Etudier les victoires des Forces Armées de la RD Congo...

Par Jean-Pierre Mbelu

GUERRE. PREDATION. CAPITALISME.

La théâtralisation de la guerre, l'ensauvagement des artisans du « chaos organisé », la banalisation de la vie et/ou de la mort, la pratique de la business-politique et de la politique-mensonge, etc. sont autant des maux dont souffre atrocement la sous-région de l'Afrique centrale depuis bientôt plus de deux décennies. Les dernières « victoires » des FARDC sur la milice rwandaise du M23 sont une illustration de toutes ces pathologies entretenues par des psychopathes et des sociopathes agissant en réseaux interconnectés et dupant en permanence des masses immenses des populations congolaises désinformées, tenues expressément dans l'ignorance et souvent adeptes d'une religiosité déresponsabilisante. Cela étant, nous ne nions pas le fait qu'il y ait de vaillants soldats congolais dans les FARDC. Malheureusement, ils opèrent au sein d'un système infiltré par les ennemis de la RDC et néolibéralisé ; un système ayant renoncé aux valeurs génératrices et protectrices de la vie.

Plusieurs d'entre nous sont contents d'apprendre que les FARDC soient en train d'en découdre avec le M23. Certains estiment que cette guerre doit être menée au cœur des pays l'ayant provoquée : le Rwanda et l'Ouganda.

Cette approche de la guerre de basse intensité imposée à la RDC par certains Etats profonds occidentaux et beaucoup plus particulièrement les Etats profonds (ou gouvernements parallèles) anglo-saxons travaillant en réseau avec les nègres de service africains nous paraît simpliste. Elle est fondée sur une lecture fantaisiste de notre histoire de trois dernières décennies. L'instrumentalisation de « nouveaux leaders de la renaissance africaine » que sont Museveni et Kagame (et leurs clans) par les anglo-saxons ne devraient pas en faire les acteurs majeurs de l'holocauste congolais. Non. Bien qu'ayant leur responsabilité historique et juridique dans « le génocide congolais », ces messieurs (et leurs clans) ne sont que des marionnettes des anglo-saxons et de certains patrons des multinationales décidés à avoir accès aux ressources du sol et du sous-sol congolais à n'importe quel prix. N'empêche que nous puissions rappeler que forts de leur rôle des « démocrates en développement », ces messieurs ont créé, avec l'appui de leurs parrains, plusieurs milices (AFDL, RCD, MLC, CNDP, M23, etc.) au sein desquelles les réseaux congoloo-gando-rwando-burundais ont été très efficaces dans l'entretien du « chaos organisé » en RDC.

Pourquoi ce chaos est-il organisé ? Pour une raison simple : pour que les ressources du sol et du sous-sol congolais soient exploitées à vil prix et les populations congolaises utilisées comme main-d'œuvre servile ou chassées des terres que les réseaux susmentionnés vendent aux multinationales comme carrés miniers quand ils ne les occupent pas eux-mêmes comme domaines privés. Pour dire les choses autrement, ces réseaux d'élite de prédation travaillent à l'imposition du modèle élitiste néolibéral dans la sous-région de l'Afrique centrale avec tout ce que cela implique comme conséquences. Et les deux conséquences les plus redoutables sont la guerre de tous contre tous et l'ensauvagement (ou plutôt la naissance de l'idéologie de la tolérance culturelle à la violence et au meurtre). Ces réseaux qui se font et se défont au gré des caprices de leurs parrains et/ou des alliances contre-nature qu'ils nouent entre eux ont fini par tout théâtraliser : la guerre, la mort, la politique, les relations diplomatiques, le vote au suffrage universelle, la démocratie, etc.

Présentement, nous assisterions à la



théâtralisation de la guerre. Les Etats profonds anglo-saxons et « les cosmocrates » auraient intimé à leurs marionnettes l'ordre d'arrêter la guerre de basse intensité imposée à la RDC tout en leur demandant de maintenir ce pays dans son état de « non-Etat ». Les négociations ou les pourparlers avec la milice rwandaise du M23 pourrait servir à cela. Encore une fois, les institutions congolaises vont être infiltrées par une bonne partie de cette milice pour leur affaiblissement.

Il est curieux que plusieurs compatriotes ayant lu l'une des dernières interviews de l'envoyé spécial US (Russel Feingold) en Afrique centrale (à la RFI) n'ait pas relevé le fait que ce monsieur tait en affirmant l'amitié existante entre son pays et le Rwanda soutient que le pays des mille collines, en tant qu'Etat souverain, ne peut pas négocier avec les rebelles des FDLR. Et que la RDC, elle, devait poursuivre les pourparlers de Kampala. Car, pour lui, la solution militaire est insuffisante. Il faut à la RDC une solution politique : négocier avec la milice rwandaise du M23 et arriver à un accord. Il est clair que dans l'entendement de ce monsieur, contrairement au Rwanda, la RDC n'est pas un pays souverain. Il est un pays sous tutelle des Etats profonds anglo-saxons. Ceux-ci lui dictent la ligne de conduite à tenir. (D'ailleurs, ils font la même chose avec le Rwanda même s'ils ne présentent de manière rhétorique comme un pays souverain.) En d'autres mots, l'Afrique centrale est une propriété anglo-saxonne aux mains de quelques « kapita médaillés ». Pour preuve, il a suffit que ce monsieur parle pour que tous ces « kapita médaillés » et leurs futurs substitués reprennent en cœur ses thèses : « Oui. Il n'y a pas de victoire militaire à cette guerre. Nous devons retourner aux pourparlers de Kampala. Nous devons aller aux élections en 2016. »

Mais est-il possible d'étudier le devenir de la guerre de basse intensité en RDC sans avoir une vue large sur ce qui se passe aujourd'hui à travers le monde ? La banqueroute des USA ou l'échec de leur politique martiale, par exemple ?

Il est un fait que les guerres ont appauvri les USA et « l'exceptionnalisme américain » paraît rétrograde dans un monde de plus en plus polycentré. Ils peuvent encore soutenir un « chaos organisé » mais pas une guerre de grande ampleur en Afrique centrale. Certaines opinions publiques américaines, britanniques et congolaises ne veulent plus de ce « génocide congolais » permanent. Aussi, l'Afrique du Sud, membre du Brics, comme certains alliés des USA se rapprochent de plus en plus de la RDC, un pays où la présence chinoise suscite des peurs et des appréhensions. Il n'est pas exclu que tous ces éléments militent en faveur d'un certain changement de stratégie.

De plus en plus, une certaine présence britannique en RDC donne à penser. Il est possible qu'un certain Etat profond britannique travaille au retour sur le devant de la scène politico-économique congolaise des Congolais(es) pur jus mais « pervertis ».

Bref, disons qu'il n'y avait pas de guerre

l'expression « a sham diplomacy » et le rôle que joue le trio « Kagame-Museveni-Kabila ». Disons donc que la décision d'accepter le M23 comme une organisation congolaise ayant des demandes légitimes est le résultat d'une « simulacre de diplomatie » menée par « ce trio de la mort ». Ce trio efficace au niveau « diplomatique » l'est aussi au niveau structurel (et institutionnel) de manière théâtrale en créant la CIRGL. Théogène Rudasingwa en témoigne quand il note ceci : « As has happened in the past, when his enterprise in DRC has suffered setbacks, President Museveni has come to his rescue through sham peace talks under what is called International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR). President Kagame and President Museveni use the ICGLR to buy time, and obstruct the role of the African Union, and to fight the SADC (South Africa and Tanzania) presence in DRC. » Même s'il ne va pas jusqu'à nommer les parrains du duo Museveni-Kagame, le Dr Théogène Rusasingwa nous aide à prendre la mesure de la théâtralisation politique en Afrique centrale. Oui. Il y a eu « une simulacre de diplomatie ». Néanmoins, les minorités organisées et agissantes ont réussi à mener « une diplomatie parallèle » dont les résultats pourraient finir par surprendre les élites compradores confondant vitesse et précipitation.

Hélas ! « Le trio de la mort », porté par ses parrains, n'a pas encore dit son dernier mot. Il joue « bien » son jeu. Pour les amnésiques d'entre nous, il a finalement mis fin à la guerre du M23. L'un de ses membres va probablement mettre sur pied, en RDC, « un gouvernement de cohésion nationale » pour « le bonheur partagé » dans ce pays après (ou avant) une amnistie accordée « au cas par cas » aux criminels rwandoo-congolais du M23 ! Et « la prophétie » du « Pasteur » Ruberwa, ancêtre du CNDP et du M23, va s'accomplir. Se confiant à RFI en mars 2013, il disait : « Kinshasa n'a pas le choix. Dans une guerre où vous n'avez pas la suprématie, vous ne pouvez pas mettre fin à cette guerre sans intégration. C'est quasi impossible. » Cette « prophétie » procède de l'expérience faite par « le Pasteur » au RCD quand, après, le litige opposant la multinationale canadienne Banro à Laurent-Désiré Kabila vers les années 1997, le parti cher à Ruberwa accepte de faire la guerre, dans le Sud-Kivu, afin d'en être un allié. Et « en 2001, face au déferlement des hommes d'affaires désireux d'arracher des contrats juteux aux rebelles du RCD-Goma, ces derniers ont voulu mettre de l'ordre en créant une société privée qui s'occuperait de ces spécialistes en « contrats hauts risques » – la société Congo Holding Development Company (CHDC). Le RCD cède à cette CHDC – dont les actionnaires sont les dirigeants du RCD-Goma, des Rwandais et des Sud-Africains – les gisements disputés de l'ancienne Sommi. »[1]

Qui dirait qu'Anatole France avait tort de dire : « On croit mourir pour la patrie : on meurt pour les industries. » Comme en 2001, en

2013, les mêmes acteurs majeurs et apparents se retrouvent impliqués dans la guerre de prédation en Afrique centrale : les élites compradores rwandaises, sud-africaines, les multinationales et les milices fabriquées par ces élites.

Pour rappel, quand le CNDP voit le jour, il a entre autres comme mission de pousser le gouvernement fantoche de Kinshasa à renégocier le contrat léonin chinois. A la création du M23, Paul Kagame tenait (entre autres) à l'utiliser dans l'exploitation d'une ressource minérale rare (Lueshite) dans un village de Rutshuru pour le compte d'un patron allemand.

Mais pendant plus de deux décennies, cette guerre de basse intensité et de prédation a été faussement présentée comme une guerre ethnique ou une chasse aux « génocidaires » rwandais ayant choisi la RDC comme base-arrière.

Heureusement, tenaces et courageuses, les minorités congolaises organisées et agissantes ainsi que leurs amis et beaucoup d'autres hommes et femmes de bonne volonté n'ont cessé de dénoncer cette supercherie, forçant certains parrains de Paul Kagame à prendre (de manière rhétorique) certaines mesures symboliques suffisamment « dures » à son endroit. Une certaine opposition rwandaise à Paul Kagame a apporté sa quote-part à la remise en question de cette supercherie. (Théogène Rudasingwa est aujourd'hui disposé à se soumettre avec Paul Kagame à un détecteur de mensonge au sujet de l'attentat perpétré contre le président Habyarimana le 06 avril 1994). Certains médias officiels occidentaux disent clairement, au jour d'aujourd'hui, que Paul Kagame soutient le M23 en RDC. (Qui aurait cru, il y a quelques années, que dans certains pays occidentaux ayant présenté Paul Kagame comme « le véritable héros » après le génocide de 1994, il y ait des radios et des télévisions traitant du soutien de ce monsieur au M23 sans ambages ?)

Néanmoins, il serait naïf de croire que la vérité qui vient au grand jour (par les escaliers) se maintiendra sans que la RDC en paie le prix. Il ne pourrait pas être surprenant que les USA désargentés et affaiblis par les multiples scandales de guerres fondées sur des mensonges et ceux d'écoutes téléphoniques (des alliés) continuent à croire dans « le rêve américain » à réaliser sur le dos des pays africains affaiblis institutionnellement comme la RDC ; un pays sans leadership fort. Aux dernières nouvelles, il ne serait pas exclu qu'ils implantent une base militaire à l'Est de la RDC. Comment les dignes filles et fils de la RDC peuvent-ils organiser un contre-pouvoir à même de stopper stratégiquement cette théâtralisation de la violence, de la politique, de la guerre et cette banalisation de la vie et/ou de la mort ? Devront-ils jouer à fond la carte de la SADC sans les membres du « trio de la mort » ou tout simplement internationaliser leur lutte dans un monde polycentré en comptant sur des partenaires crédibles ?

“ Il y a eu théâtralisation de la guerre. Nos populations tenues en marge de toutes les informations nécessaires à la compréhension de ce théâtre ont applaudi. Malheureusement, la RDC n'est pas encore sortie de l'auberge... Presque toutes ses terres ont été vendues comme carrés miniers.

ce théâtre ont applaudi. Malheureusement, la RDC n'est pas encore sortie de l'auberge. Presque toutes ses terres ont été vendues comme carrés miniers. Son pétrole et son gaz ne lui appartiennent presque pas. Ses forêts sont détruites. Les nouveaux prédateurs se sont distribués une bonne partie de terres non-vendues aux multinationales pour deux ou trois décennies.

Partie. II

A l'heure de l'expansion des NTIC, l'accès à une information bien sourcée ne passe pas nécessairement par « les médias officiels et dominants ». Les minorités congolaises organisées et agissantes ont appris l'usage des médias alternatifs et s'efforcent, souvent, d'aller à la source. Vendredi, 1er novembre 2013, d'une source sûre en Ouganda, nous apprenions que « les véritables combats » entre les FARDC et le M23 n'ont pas eu lieu. La hiérarchie militaire de cette milice lui a demandé tout simplement de quitter les différents fronts.

Ce même vendredi, l'un des ex-membres du FPR et ex-bras droit de Paul Kagame, Théogène Rudasingwa, écrit ce qui suit : « As Goma fell to Rwanda's troops President Museveni of Uganda and President Kagame of Rwanda, both condemnable co-authors of this latest outrage against the Congolese people, met President Kabila of DRC in Kampala in a sham diplomacy designed to serve him with a fait accompli and an ultimatum to accept M23 as a Congolese organization with legitimate demands. » Notons bien



NEWS + ANALYSES
RESSOURCES + OUTILS
CONNECTIONS + ORGANISATION
CONSEILS + ACTIONS



INGETA.COM

INGETA.ORG

INGETAWEB.NET



Les propos du Ministre Labille au Rwanda ou la énième manœuvre belge contre les Congolais

Par Jean-Jacques Wondo/desc-wondo.org

DIPLOMATIE. HYPOCRISIE. BELGIQUE

Durant sa visite de trois jours au Rwanda (13 au 15 juin 2013), le ministre belge des Entreprises Publiques et de la Coopération au développement, le socialiste wallon Jean Pascal Labille est allé apporter un soutien diplomatique de taille à Paul Kagame au moment où ce dernier subit un isolement diplomatique tous azimuts pour son implication et celle de son armée dans la guerre menée au Congo depuis

1996. Une visite à contre-courant pour les analystes congolais dans la mesure où les propos surréalistes tenus par le ministre belge ne sont pas de nature à contribuer à encourager une résolution systémique globale de la crise qui ravage la région des Grands-Lacs voici bientôt vingt ans. Que nenni ! Les déclarations de M. Labille viennent plutôt renforcer le Rwanda et le reconforter à maintenir sa politique belligène et d'exclusion dont l'onde de choc secoue l'Est du Congo depuis 1994.

Le motif de cette visite, selon le socialiste

wallon, est de renforcer les relations bilatérales entre le Rwanda et la Belgique, parce que son pays considère le Rwanda comme un partenaire clé dans la région. Il l'a fait savoir en ces termes: "Lors de ma rencontre avec le Président (Ndlr : Kagame), nous avons parlé des problèmes régionaux et les solutions possibles et bien d'autres choses liées à notre partenariat. Nous considérons le Rwanda comme notre principal partenaire dans la coopération au développement dans la région et nous sommes impressionné par ce que le Rwanda est en train de réaliser et de ce qu'il est devenu. Le Rwanda demeure l'un des rares pays susceptibles d'atteindre les Objectifs millénaires de développement".

Derrière ces déclarations liées officiellement à son portefeuille ministériel, la vraie face cachée de cette visite concerne la situation sécuritaire de la région des Grands-Lacs. Ainsi, commentant la proposition du président tanzanien Jakaya Kikwete invitant le Rwanda à envisager des négociations politiques inclusives et directes avec FDLR – Une déclaration saluée par tous –, le ministre belge, membre d'un gouvernement accouché à la suite d'après négociations politiques au moment où la Belgique était confrontée à une crise de régime sans précédent, a plutôt voulu demeurer fidèle à la tradition du « fantôme du statu quo colonialiste nostalgique de la Belgique envers cette région qui subit aujourd'hui encore les répercussions néfastes de la taxinomie anthropologique belge réductrice ethnique, séparatiste, binaire et manichéenne à connotation raciste au service du colonialiste. Cette anthropologie de la première heure (selon D. Van Reybrouck, « Congo. Une Histoire », 2012, pp.131-136) établit des monographies ethnographiques où les tribus se virent attribuer des caractéristiques, comme des nationalités en Europe. Au Congo, écrit Van Reybrouck, apparaissent des

équivalents de l'Ecossois pingre, du Sicilien paresseux, de l'espagnol crasseux et de l'Allemand travailleur mais sans aucun sens de l'humour. Les habitants de la colonie commencèrent aussi à adopter ce regard sur eux-mêmes et entre eux...

Ainsi, dans une rhétorique à contre sens de ce qui est de plus en plus admis par une large majorité d'observateurs et experts de cette crise régionale très violente comme la voie de passage obligée à une solution systémique globale, c.à.d., encourager davantage le Rwanda d'ouvrir son espace politique et démocratique par un dialogue franc et sans faux-fuyant avec les FDLR, voici le ministre Labille venir prôner le statu quo qui maintient la région des Grands Lacs à feu et à sang depuis deux décennies par des déclarations inadmissibles qui montre que la Belgique est encore loin de tirer les leçons de l'Histoire de son action apocalyptogène en Afrique Centrale :

«Nous devons rester prudents lorsqu'il s'agit de traiter la crise au Congo si nous devons trouver une solution. Je ne suis pas tout à fait sûr du contexte dans lequel le Président tanzanien a fait les commentaires au sujet des négociations avec les FDLR, mais je crois que nous ne pouvons pas exiger Rwanda de négocier avec les génocidaires alors que le pays se remet encore de génocide. Il s'agit plus d'une provocation que d'une suggestion pour une solution ». Voilà une déclaration provocatrice d'un ministre fédéral belge piégé, qui vient de mordre à l'hameçon de la falsification de l'histoire par le lobby de l'oligarchie Tutsi au pouvoir à Kigali, à l'instar de son compatriote wallon Louis Michel qui a traité le 9 septembre 2012 Kagame d'un grand Leader. Le même M. Michel qui a initié en septembre 2012 le club de lobbying en faveur des actions de Kagame qu'il a baptisé Les Amis du Rwanda. Une sortie médiatique qui a suscité l'indignation des Congolais et amis du Congo par un communiqué de presse du 12 septembre 2012.

Enfin pour conclure avec cette ultime manœuvre politicienne belge contre les Congolais, il me semble opportun de rappeler au ministre belge, le wallon Mabilille, la réponse parlementaire de son homologue flamand chrétien, Pieter de Crem de la Défense. En effet, à une question parlementaire belge (Question nr 4-5089 du 01 décembre 2009 posée par la sénatrice Els Schelfhout sur la Coopération militaire belge au Rwanda, le Ministre De Crem, dans sa réponse du 5 janvier 2010, n'a ni plus ni moins reconnu l'implication active du Rwanda dans la crise à l'Est de la RDC, en plus d'admettre les liens étroits qu'entretient le Rwanda avec les pays considérés comme bailleurs de la RSS au Congo en ces termes: «... le général Charles-Henri Delcour (Ndlr : ancien chef d'Etat-major général de l'Armée belge), a rencontré au début septembre

2009 lors d'une visite de deux semaines le président Paul Kagame, le premier ministre Bernard Makusa et le chef d'état-major de l'armée James Kabarebe (qui fut chef d'état-major de l'armée congolaise sous Laurent Désiré Kabila). On connaît les liens étroits qui unissent la Grande-Bretagne et les États-Unis au régime de M. Kagame. Il n'est donc pas surprenant que ces deux États entretiennent un partenariat fort avec l'armée rwandaise. En revanche, depuis la prise de pouvoir par le Front patriotique rwandais (FPR), la Belgique a sérieusement diminué sa coopération militaire active avec le Rwanda. La visite du chef d'état-major belge laisse toutefois supposer que notre pays veuille renforcer la coopération militaire bilatérale avec le Rwanda, comme elle l'a fait avec la République démocratique du Congo et le Burundi.»

«Je vous fais part de ma préoccupation quant à cet éventuel renforcement du partenariat militaire entre la Belgique et le Rwanda. Je pense que notre pays doit éviter que sa coopération militaire ne contribue au renforcement d'un régime non démocratique qui affecte une très grande part de son budget à des dépenses militaires et dont l'armée joue un rôle néfaste et ambigu dans l'Est du Congo, une zone de l'Afrique centrale où nous essayons par des voies diplomatiques de contribuer à des solutions durables au conflit qui s'éternise.» (Les Armées au Congo-Kinshasa, Radioscopie de la Force publique au FARDC).

Une préoccupation qui malheureusement n'est pas partagée ni suivie par les wallons des institutions fédérales belges qui naviguent à contre-courant de la recherche des solutions durables au conflit qui s'éternise au Congo. De plus, ce que le ministre Labille oublie est que le nombre de victimes du génocide rwandais causé par les interhamwe Hutu au Rwanda, moins de 1.000.000 suivant les estimations fantaisistes les plus élevées, est de très loin inférieur aux plus de 6.000.000 de morts congolais du fait de la guerre exportée du Rwanda par Kagame au Congo, via notamment le M23 interposé [un groupe négatif au même titre que les FDLR qui ne sont pas tous génocidaires, rappelons-le (une autre falsification de la vérité par les officines de renseignement de Kagame)]. Un Groupe armé de tueurs et violeurs des congolais avec lequel tout le monde, y compris la Belgique, demande, de manière schizophréniquement paradoxale, au Gouvernement congolais de négocier. Deux poids deux mesures non !

Il ne reste plus qu'aux Congolais de prendre leur responsabilité car leur salut ne viendra jamais de l'Orient encore moins de l'Occident qui ne cesse de démontrer jour après jour son "Congo pessimisme" et son hypocrisie !



Cet homme est un casseur

d'illusions, de rêves et d'espoirs. Son élection avait suscité une vague d'optimisme quant à l'avenir des peuples opprimés et sous la dictature en Afrique et plus précisément en République Démocratique du Congo. Mais derrière les beaux discours et son attitude séduisante, Barack Obama s'est avéré être non seulement le meilleur cheval de Troie de la propagande impérialiste occidentale... Mais aussi le parrain des pillages des ressources du Congo et du génocide de la population congolaise. Par sa trahison, il a cassé le lien qui l'unissait aux peuples congolais et africains.

Ne vous fiez pas aux apparences. Fiez-vous aux faits.



Patrick Mbeko: Le Canada, les génocides et le pillage des ressources du Congo

Par Amzat Boukari-Yabara, historien

LIVRE. PATRICK MBEKO.

Dans un livre de 688 pages intitulé **Le Canada dans les guerres en Afrique centrale. Génocides & Pillages des ressources minières du Congo par le Rwanda interposé (Le Nègre Éditeur, 2012)** le chercheur congolais Patrick Mbeko explore deux pistes cruciales et méconnues de l'histoire contemporaine des relations internationales en Afrique.

La première consiste à montrer comment des agents canadiens, sous couvert de l'autorité morale et de la prétendue neutralité de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), participèrent activement à un processus de déstabilisation de l'Afrique centrale. Ce processus va de l'assassinat du premier Premier Ministre du Congo Patrice Emery Lumumba en 1961 jusqu'au pillage actuel des ressources minières du Congo par des multinationales canadiennes, en passant par des prises de position manifestes et illégales lors de l'attentat contre l'avion présidentiel rwandais, puis pendant les actes de génocide commis à partir d'avril 1994 au Rwanda et à partir d'octobre 1996 dans le cadre de l'invasion du Zaïre. La seconde piste consiste à renverser la position communément admise en montrant comment la version officielle du génocide rwandais de 1994 sert à exonérer le régime de Paul Kagamé de toute responsabilité dans la mort de millions de personnes en République démocratique du Congo (RDC).

La thèse de Mbeko est claire : soutenu par des intérêts financiers, industriels, politiques, militaires, aussi bien privés que publics, ainsi que par des intellectuels, des personnalités et des vedettes, « l'enfant chéri des "grandes démocraties" occidentales », le président rwandais Paul Kagamé, bénéficie de l'aide intéressée des Américains, des Canadiens et des Israéliens qui opèrent un réajustement du rapport de force dans l'optique d'un nouvel ordre mondial passant par le contrôle exclusif des multinationales sur les immenses ressources et minerais stratégiques du Congo. Ce contrôle

exige d'enlever aux Congolais tout droit de regard sur leur histoire, toute souveraineté sur leur territoire, toute volonté de résistance ou de rébellion, et tout droit à vivre en paix sur des terres dont ils ne mériteraient pas de jouir de la richesse. Ainsi, les huit cent mille à un million de personnes victimes du génocide rwandais de 1994 sont constamment rappelées à la mémoire de l'opinion internationale pour mieux ignorer les quelques six millions de Congolais morts de faim, de maladie, d'épuisement ou de violence, les enfances brisées par la guerre, et les centaines de milliers de femmes congolaises violées depuis l'invasion du pays en 1996 par des forces armées venues du Rwanda, de l'Ouganda, et des milices formées directement dans l'est du Congo.

La richesse des sources et des témoignages rend l'ouvrage de Mbeko passionnant. Il remonte aux origines du Congo actuel, tout en passant en revue chacune des problématiques : la colonisation belge, l'État indépendant, l'histoire des multinationales implantées au Congo, la géopolitique de la Guerre Froide, la construction de l'ethnie dans la région inter-lacustre, les lois sur la nationalité à l'origine des revendications de Kigali concernant les réfugiés tutsis et hutus... Du Congo, Mbeko bascule régulièrement sur l'histoire du Rwanda, et accessoirement du Burundi et de l'Ouganda, pour montrer la genèse du projet qui a conduit au retour au pouvoir des exilés tutsis à partir de 1994. L'analyse montre comment l'Ouganda de Yoweri Museveni a indirectement servi de base à la reconquête du Rwanda par les exilés tutsis qui n'ont pas hésité à sacrifier les Tutsis de l'intérieur pour parvenir à leurs fins. La discussion autour du génocide rwandais peut faire débat mais Mbeko défend sa thèse à partir de sources et de recoupements divers. Evidente pour certains, inimaginable pour d'autres, la thèse de Mbeko soutient que des crimes d'une ampleur et d'une violence inouïe ont eu lieu de part et d'autre au lendemain de l'attentat contre l'avion présidentiel.

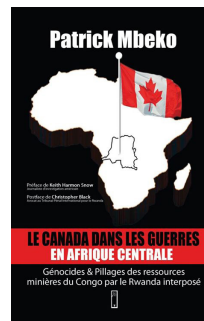
Dans la lignée de l'ouvrage d'Alain Deneault, Delphine Abadie et William Sacher, *Noir Canada (Ecosociétés, 2008)*, le livre de Pat-

rick Mbeko interpelle sur la complicité passive et l'infatuation des citoyens canadiens avec le concept biaisé de neutralité. Mbeko démontre que le prétexte de l'absence d'une histoire coloniale africaine ou la valorisation d'une ouverture culturelle bilingue du Canada sont en réalité deux instruments de l'impérialisme économique et militaire canadiens en Afrique. Le consommateur canadien constitue ainsi le dernier maillon de la chaîne de pillage des ressources minières du Congo décidé par d'éminentes personnalités qui n'auront jamais à répondre devant la justice des conséquences de leurs actes. Quant au régime de Kigali, armé par ses alliés occidentaux et régionaux, il est le premier maillon de la chaîne de responsabilités dans les exactions commises dans l'est du Congo. Sa survie idéologique consiste à ressasser indéfiniment les thèses d'un conflit interethnique pour mieux masquer, d'une part, la réalité de la guerre économique qu'il entretient en finançant des milices, et d'autre part, un dangereux projet de démembrement du Congo puis de toute l'Afrique centrale. Par conséquent, en prenant l'exemple du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) et en incluant une postface écrite par un avocat du TPIR, le livre de Mbeko conclut sur l'importance de réviser profondément les conclusions des travaux de la justice internationale qui est en réalité au service d'intérêts particuliers.

L'ouvrage souffre néanmoins de quelques lacunes techniques et méthodologiques qui font que la prochaine édition pourrait être à la fois améliorée, quantitativement réduite et qualitativement enrichie. L'ouvrage de Mbeko n'est pas fini, d'une part car l'auteur a dû enlever des passages pour des contraintes éditoriales, et d'autre part, l'histoire décrite dans le livre se poursuit de nos jours. On regrettera donc l'absence de conclusion, de perspectives finales, ou de synthèse de la part de l'auteur. Des solutions à la situation du Congo sont disséminées dans certains passages, de manière plus ou moins implicites, mais elles ne sont pas suffisamment problématisées pour constituer de réelles options pour sortir l'Afrique centrale de l'emprise néo-impérialiste dans laquelle elle se trouve.

En dehors des protagonistes directement cités, la visibilité médiatique de certaines sources (Colette Braeckman, Bernard Lugan, Stephen Smith) ne correspond pas nécessairement à leur crédibilité scientifique, mais davantage à leur positionnement idéologique, voir à leur mauvaise foi, ce que souligne bien l'auteur en particulier dans les cas où leurs thèses ne vont pas dans son sens. Mbeko a mené une enquête importante et difficile à partir de sources complexes, dont dix-neuf documents annexés en fin du livre. Toutefois, dans la mesure où la thèse du livre montre que l'authenticité et la vérité ne sont pas toujours en accord, il aurait été intéressant dès l'introduction d'en savoir un peu plus sur les circonstances chronologiques de l'enquête, les conditions de la consultation des archives confidentielles et du recueil de certains témoignages oraux.

Au final, le Congo est très certainement l'un des dix pays où se joue l'avenir du monde. Aussi, je ne peux que recommander vivement ce sérieux ouvrage de conscientisation à l'attention de toute personne qui souhaite avoir une autre vision de l'histoire contemporaine de l'Afrique. En parcourant le livre de Patrick Mbeko, de nombreux lecteurs trouveront des analyses et des événements essentiels concernant les différentes étapes de l'histoire contemporaine du Congo, l'histoire de la politique africaine du Canada, les dessous de la finance internationale, le retour en force de l'impérialisme via des agents sous-traitants africains, la critique réaliste et sans complaisance des organisations internationales et non-gouvernementales, le duo formé par le terrorisme intellectuel et la guerre médiatique, et enfin, l'histoire d'un véritable scandale sur lequel il est impossible de continuer à fermer les yeux.



PAROLE D'INGETA

Testament d'une jeune congolaise à ses concitoyens

Par Chantal Faïda Mulenga-byuma.

Par testament, je veux dire un message explicite ou implicite laissé à la postérité. Et donc au cas où on aura besoin de mon avis sur la thématique paix dans mon pays à mon absence, ces quelques lignes pourront aider. Voici mes idées et propositions pour une paix durable en RDC, dans la sous-région des Grands Lacs, et dans le monde.

IDEES

Nul n'ignore qu'actuellement la RDC n'est pas gérée par ses propres filles et fils. Du système éducatif en passant par l'armée, l'emploi des jeunes, les infrastructures, le social, le développement et la coopération, aucun secteur ne fonctionne normalement. A mon humble avis, nous, citoyens congolais devrions repenser nos modes de pensée et d'action politiques. Pour que la paix règne en RDC d'une manière pérenne :

- il sied de penser le travail sur la mentalité du peuple congolais. « On ne libère pas un peuple mais un peuple se libère. » Dit-on. Bannir le tribalisme, la discrimination et la division entre le peuple constitue une voie inéluctable à envisager pour le dénouement de la crise congolaise. Nous sommes condamnés par l'histoire à vivre en parfaite harmonie avec nos neuf pays voisins. L'option militaire en temps de crise devrait être la dernière de voies à envisager pour mettre fin à toute sorte de conflit.
- il importe de réformer le système éducatif congolais. Apprendre aux jeunes congolais la vraie histoire du pays. « Un peuple sans histoire est un peuple sans âme ». Dit-on. L'heure n'est pas aux balbutiements en matière de recherche de paix durable, mais plutôt à la phase d'action.
- Le monde est en pleine phase de crise, personne ne viendra sauver ce peuple congolais.
- il est indispensable et urgent de former la jeunesse à la culture politique loyale.

PROPOSITIONS

- Neutraliser le tribalisme meurtrier dans tout l'homme et tout homme : nos ethnicismes meurtriers ancrés en nous.
- Améliorer les relations diplomatiques avec tous nos pays voisins.
- Songer une entité régionale stable qui aboutira plus tard à l'Etat Nation Africaine.

LES RÔLES A JOUER POUR LES JEUNES

- Les jeunes doivent travailler mains dans la main et dans l'unité pour redorer l'image ternie de la RDC.
- Nourrir en eux l'esprit patriotique et se cultiver d'une manière assidue.
- Mener des actions non violentes dans le cadre d'expression démocratique.

LE GOUVERNEMENT

- Le mode de gouvernance à l'aune du mensonge doit être supprimé dans le chef de nos autorités. Des débats publics doivent être pensés.
 - L'usage rationnel des ressources naturelles que regorgent la RDC doit être de mise. La dotation des moyens conséquents à tous les services publics doit être garantie
- #### LES PAYS DE LA SOUS-RÉGION
- Doivent promouvoir la diplomatie et la coopération équitable en tout temps.
 - Doivent envisager un dialogue franc sur la cohabitation pacifique.
 - Et songer à la mise sur place de l'Etat-Nation Africaine.

LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

- Doit concourir à la gestion rationnelle des ressources des pays en voie de développement en appuyant les priorités ressenties à la base.

LES GOUVERNEMENTS INTERNATIONAUX

- Coopérer dans la transparence avec les pays en voie de développement.
- Favoriser le libre échange.

AGENDA



Campus Congo. 29 Nov – 1er Déc 2013 en Belgique.

Campus Congo est un rassemblement régulier né de la volonté de permettre aux jeunes adultes congolais de contribuer activement aux enjeux auxquels le Congo fait face, se créer un réseau de personnes influentes et compétentes, et redessiner l'image des communautés congolaises à travers le monde.

Séminaire et Barcamp à la fois, Campus Congo repose sur le principe « pas de spectateur, tous participants », mais s'appuie sur l'expertise et l'expérience de spécialistes qui guident les échanges et encadrent les activités.

Plus qu'un événement, Campus Congo est une nouvelle manière de penser le Congo et d'agir pour le Congo, mais surtout une nouvelle façon d'être, de travailler ensemble et de réussir ensemble.

Pour s'inscrire à cette 3ème édition: mbuze.com/campus



Mabingwa Forum – 6 au 8 déc. 2013 à Goma, RDC

Mabingwa (les champions, en Kiswahili) est une initiative du jeune activiste et philanthrope Congolais, Arsene Tungali. Créé en 2013, Mabingwa (@MabingwaF) se veut être un espace annuel de rencontre, d'inspiration et d'échange entre les champions. Ce sont entre autres, les acteurs du développement social, allant du business aux organisations non gouvernementales en passant par les organisations étatiques et religieuses ayant un impact positif dans leurs communautés. Mabingwa s'intéresse aux hommes et femmes qui font preuve d'excellence et d'un leadership organisationnel innovants. Ce seront des personnes dont l'impact n'est pas tout simplement évalué dans le cercle de leur pays, mais qui sont en mesure d'influencer le développement global de l'humanité.

Plus d'infos: mabingwaforum.wordpress.com



2016 Congo's New Dawn – Shana Mongwanga

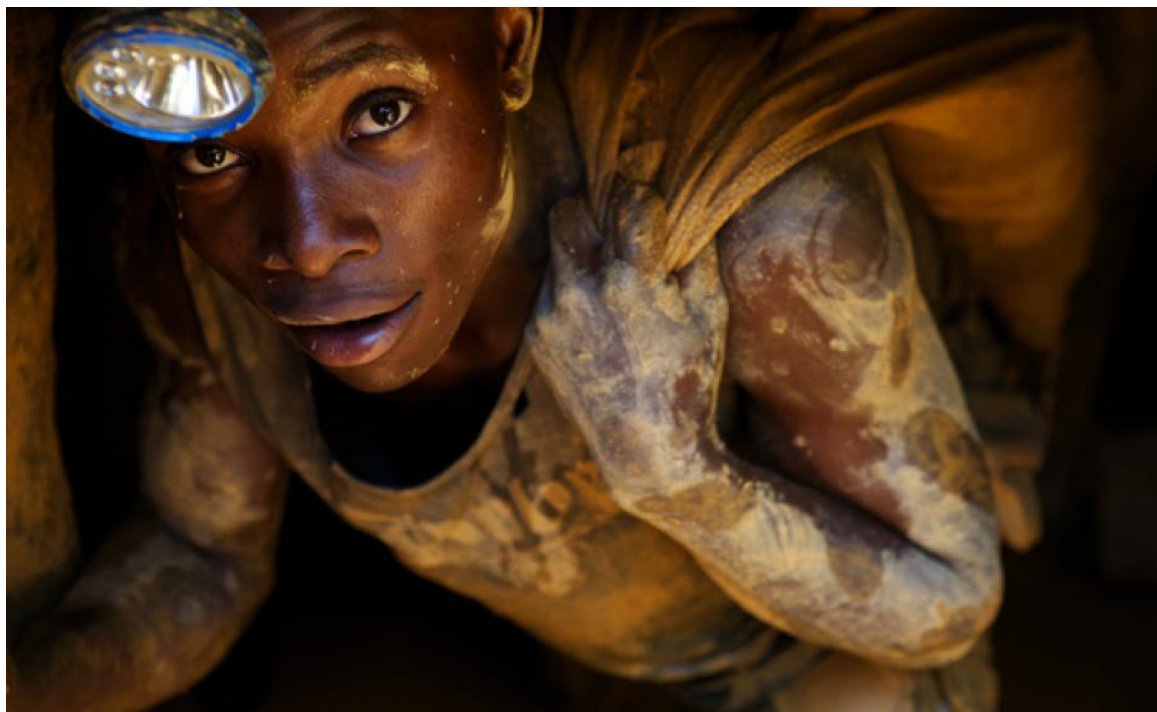
C'est un petit film à priori mais il contient la plupart des acteurs importants de la société congolaise présente et future. C'est un témoignage des événements qui se sont déroulés avant et après les élections congolaises de 2011. Il témoigne de la solidarité et de l'unité des Congolais de la Diaspora que ce soit en Angleterre, France, Belgique, Italie, Japon, Chypre, Israël, USA, Belgique, etc. On y voit l'unité avec ceux restés au Congo dont les conditions de vie régressent quotidiennement. Mais c'est aussi un cri à la classe politique et aux hommes en général de réellement ouvrir la scène politique aux femmes qui tiennent le pays en main dans plusieurs secteurs et se sacrifient énormément. Les femmes dans nos sociétés bantoues sont les gardiennes et le ciment de nos sociétés, qui étaient matriarcales. L'énergie, l'intelligence, la vigilance, le stratège, la sagesse et la verve dont elles savent faire preuve sont le ciment sur lequel le futur Congo va se bâtir.

Plus d'infos: www.africalives.org

Le Coût de l'or Congolais: La Pauvreté, les abus et l'écroulement des structures familiales et communautaires

Dans ce rapport, le SARW (Southern Africa Resource Watch) se concentre sur la vie des mineurs et de leurs familles –montrant comment de milliers de personnes vivent dans une extrême pauvreté dans des régions de la RDC, pourtant les plus riches en ressources minières. Au même moment, les élites politiques, militaires, commerciales et traditionnelles corrompues siphonnent la plupart des fonds qui devraient alimenter la croissance socio-économique et le développement. Avec des onces de réserves d'or estimées à 30 millions dans la partie Est de la RDC, les communautés minières devraient prospérer ; mais malheureusement elles sont déçues par la pauvreté, les abus, l'alcoolisme et la violence, qui détruisent les structures des communautés et des familles, laissant plusieurs personnes dans un état de quasi-famine perpétuel.

Dans cet environnement, les plus vulnérables – les femmes et les enfants en particulier – souffrent de la violence, de l'exploitation, de négligences et d'abus au quotidien. A partir des interviews faites avec de centaines des femmes, des filles et des garçons que les chercheurs de SARW ont réalisés pendant dix mois sur terrain, il se dégage des faits émergents:



> La plupart des femmes, y compris les mères mariées, doivent se battre seules pour survivre. Beaucoup d'entre elles sont obligées de se débrouiller dès leur jeune âge et souvent finissent par se marier et par tomber enceinte bien avant d'atteindre l'âge de la majorité. Un grand nombre de

ces femmes est victime d'abus sexuels, physiques et mentaux. Beaucoup sont abandonnées par leurs maris ou forcées d'accepter des relations polygames. Peu de filles terminent leurs études ;

> Quand les garçons atteignent l'âge de 10

– 12, ils sont souvent censés de se prendre en charge, surtout que leurs parents sont souvent très pauvres pour continuer à s'occuper d'eux. Ceci les force à travailler sur les sites des mines d'or plutôt que de rester à l'école. Plusieurs garçons aident les exploitants à laver les minerais d'Or, les plus

forts trouvent du travail comme transporteurs ou même comme creuseurs, pendant que certains grappillent les poussières d'Or dans les résidus, ou sur les sites des mines abandonnées ou inactives.

> La gouvernance traditionnelle et les mécanismes de médiation se sont écroulés. Les Bwami forment maintenant une autre élite qui s'en prend à la communauté minière. Les femmes et les filles ne cherchent pas de l'aide ou toute réparation parce qu'elles savent qu'elles ne recevront aucune assistance mais, deviendront tout simplement victimes de demandes avilissantes – c'est pour la même raison qu'elles demandent rarement réparation à travers le système judiciaire formel quand elles sont lésées. Si les femmes cherchent des interventions non familiales, c'est souvent à travers les conseils des hommes sages dont le rôle semble encore fonctionnel dans la plupart des communautés. Les chercheurs de SARW ont aussi découvert des niveaux importants de tension et des frictions entre les travailleurs des mines d'Or et leurs femmes. Le désaccord principal se justifie par la question de savoir si l'exploitation minière de l'or est un moyen de survie durable pour le ménage. La plupart des hommes creuseurs ne se posent pas cette question, ils préfèrent jouir des chablis financiers qu'ils reçoivent à des rares occasions quand ils parviennent à trouver un peu d'or. Cependant, la grande majorité des femmes donnent des raisons sociales, économiques, sanitaires et sécuritaires.

Télécharger l'intégralité du rapport sur:
www.ingeta.com



CHAQUE € PEUT AIDER LES VICTIMES DE LA CRISE AU CONGO. CONTRIBUEZ AU PROJET #AHCRCDC

#AHCRCDC, projet de la plateforme ingeta.com, est un système d'aide humanitaire citoyen, via les nouveaux médias, pour faire face à la crise humanitaire en RDC. Nous avons besoin de vos dons pour apporter une assistance pratique et concrète aux victimes congolaises.

INGETA.COM/AHCRCDC
FACEBOOK.COM/AHCRCDC

Lumumba ou l'assassinat cognitif de l'indépendance culturelle et politico-économique du Congo

Par Jean-Pierre Mbelu

MEMOIRE COLLECTIVE. ENSEIGNEMENT.

Lumumba a prononcé des discours d'une grande portée intellectuelle et humaniste. Ils peuvent être lus encore aujourd'hui et orienter la lutte de ceux et celles qui croient en la noblesse de sa lutte. Plus de cinq décennies après son assassinat, Lumumba nous semble être encore vivant. Assez tôt, il a su dire pourquoi l'impérialisme et le colonialisme furent une voie de la décivilisation et de l'ensauvagement.

Patrice Emery Lumumba est l'un des rares congolais à avoir saisi un peu tôt les enjeux politiques et économiques dont « la guerre froide » constituait « un mythe ». Jusqu'à ce jour, il est encore difficile à plusieurs compatriotes de Lumumba de comprendre que « la guerre froide » -comme les autres chaudes ou tièdes qui l'ont accompagnée ou suivie- fut un moyen d'étendre « le grand domaine » anglo-saxon (des ressources du sol et du sous-sol) aux « domaines d'autrui » en les arrachant. Cette guerre et les phénomènes du colonialisme et de l'impérialisme qui l'ont portée jusqu'aux confins du monde ont participé de la décivilisation permanente des élites anglo-saxonnes et occidentales dominantes qui l'ont orchestrée. Elles ont initiée « une régression universelle » au point de pousser Aimé Césaire à penser qu' « il faut d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à la dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral (...). [1]»

La colonisation et l'impérialisme ont tué dans ces élites toute élévation sincère vers des valeurs humanistes en devenant la face politique visible du capitalisme du désastre. La violence, la haine raciale, la décivilisation et l'abrutissement qu'ils ont induits ont été longtemps interprétés comme étant « les rapports de force ». Ceux-ci peuvent être favorables ou défavorables à un peuple (ou à une alliance entre des peuples) selon qu'il est capable d'anéantir, d'avilir, de tuer, de massacrer, de déstructurer ou pas d'autres peuples (et leurs cultures) pour étendre « le domaine » de ses ressources naturelles. Ces élites ont dominé le monde pendant très longtemps au point que leur hégémonie culturelle a fini par manger les cœurs et les esprits (de plusieurs d'entre nous) et les forcer à adopter politiquement le langage des « rapports de force » favorables ou défavorables comme principe de la realpolitik.

Pourtant, décivilisés, « les rapports de force favorables » sont (souvent) un discours, un langage utilisé pour cacher des crimes commis au nom de la conquête des terres et des mers en vue d'accroître la quantité de richesses (souvent) stratégiques dont un pays a besoin pour être classifié parmi « les grandes puissances ». « Derrière chaque fortune, disait Balzac, il y a un crime ! » Décivilisés, « ces rapports de force » sont favorables là où le relativisme moral a triomphé ; là où l'étude de l'histoire n'a pas conduit à posé un regard lucide sur la décivilisation des élites et autres oligarques d'argent. Ils sont la voie ouverte à l'ensauvagement universalisant. Lumumba fut la bête noire de cette décivilisation. Assez tôt, il avait compris qu'il ne pouvait y avoir d'indépendance politique possible sans que les Congolais (et les Africains) deviennent « maîtres » de la terre que le Seigneur leur avait donnée. Sa connaissance théorique du « discours civilisateur » débité par les élites décivilisées lui a joué un tour : il y a cru au point de ne pas prendre en compte que le pays de ses ancêtres était un espace géographique produits par les accords de Berlin en 1885 !

Or, ces élites dominantes opèrent sur fond d'un double discours : « un discours civilisateur » sur la défense de « leurs valeurs de liberté, d'égalité de chances, de fraternité sans frontière, de justice » et un autre, « décivilisateur » brandissant le renversement des « rapports de force ». Là où leurs intérêts basement matériels sont engagés, ils peuvent recourir à l'un de ces discours pour justifier une guerre classique ou une guerre par procuration.

Lumumba ne comprit pas que ceux dont les fils enseignent « les droits de l'homme » à l'école puissent aussi opter « le régime d'exploitation et d'asservissement » Dans sa lutte d'émancipation, il lui arriva de tendre « une main fraternelle à l'Occident ». « Qu'il nous donne aujourd'hui, dit-il, la preuve du principe d'égalité et de l'amitié des races que ses fils nous ont toujours enseigné sur les bancs de l'école, principe inscrit en grands

caractères dans la Déclaration universelle des droits humains.[2]»

L'assassinat (politique et raciste) de Lumumba peut être lu comme un refus de la reconnaissance de sa race comme étant « une race humaine ». Lui fut pourtant convaincu que « les Africains doivent jouir, au même titre que les autres citoyens de la famille humaine, des libertés fondamentales inscrites dans cette Déclaration et des droits proclamés par la Charte des Nations unies. [3] »

L'école aurait-elle joué, dans la vie de Lumumba, comme dans celle de plusieurs compatriotes aujourd'hui, le rôle de l'opium ? Aurait-il servi à occulté « le discours décivilisateur, raciste et violent » constituant le soubassement des ravages causés par l'impérialisme et le colonialisme ? L'école (et l'université) a-t-elle enchaîné la pensée de Lumumba et de ses compatriotes au point de certains de ces derniers l'accusent aujourd'hui de tous les maux tout en applaudissant « ses bourreaux » ?

Le discours décivilisateur est souvent tenu, au sein de ces élites occidentales dominantes, par leur Etat profond opérant à partir de certains cercles de pouvoir tels que la Trilatérale, le Siècle et le Bilderberg. Il n'est pas à la portée du commun des mortels ; il compte les droits de l'homme et la démocratie parmi les idées illusoire au nom du « dieu argent ». Il manipule les médias et instrumentalise les institutions politiques et économique-financières internationales.

L'assassinat de Lumumba a sonné le glas de l'étude du phénomène de la décivilisation et de l'abrutissement des élites occidentales dominantes dans plusieurs cœurs et plusieurs esprits congolais. Il a créé la peur de la confrontation et l'adhésion de plusieurs d'entre nous comme des « esclaves volontaires » au discours hégémonique des « petites mains » du capitalisme du désastre abusivement dénommé « partenaires ». Ces « esclaves volontaires » sont tombés sous le coup de



Bien qu'étant tombé «victime» du «discours civilisateur», Lumumba connaissait la nature de la matrice organisationnelle du colonialisme et de l'impérialisme, de ce capitalisme dégradant et honteux.

la propagande occidentale. « La propagande occidentale, écrit Andre VLTCHEK, est presque risible. La propagande occidentale est beaucoup plus efficace et sophistiquée, elle s'appuie sur des siècles de contrôle violent sur le monde, elle fait partie du colonialisme. Après avoir vécu sur tous les continents, je crois que l'Occident est la zone culturelle la moins éclairée. Elle est pleine d'autosatisfaction et d'arrogance, mais complètement ignorante du reste de la planète qu'elle a ruinée et pillée pendant des siècles. [4]» Elle remet aux calendes grecques la décolonisation de plusieurs cœurs et esprits. Elle privilégie une seule rencontre historique violente de l'Occident avec d'autres peuples au point d'en passer d'autres sous silence. Donnons l'exemple de la Chine. « Dans le passé, la puissance bien plus avancée qu'était la Chine est arrivée en Afrique avec des navires chargés de cadeaux et de scientifiques. Ils ont accosté à plusieurs reprises sur les rivages de ce qui est aujourd'hui le Kenya, ils ont échangé des cadeaux et ont documenté la vie des sociétés sur ces rivages, puis ils sont ensuite rentrés chez eux. Ils sont venus pour visiter et apprendre ! Une telle approche est inimaginable pour les puissances occidentales avides et despotiques. [5]» Pour éviter de tomber dans une pensée manichéenne, rappelons que pour qu'elles puissent triompher, les élites dominantes occidentales composent depuis toujours avec « les féodaux indigènes », « les nègres de service » ou « les kapitais médaillés » en recourant à la politique du « diviser pour régner ».

Bien qu'étant tombé « victime » du « discours civilisateur », Lumumba connaissait la nature de « la matrice organisationnelle » du colonialisme et de l'impérialisme, de « ce capitalisme dégradant et honteux ». Cette connaissance était portée par quelques convictions. Certaines



Patrice Lumumba

sont reprises dans sa lettre à Pauline dont voici un extrait : « Que pourrai-je dire d'autre ? Que mort, vivant, libre ou en prison sur ordre des colonialistes, ce n'est pas ma personne qui compte. C'est le Congo, c'est notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage d'où l'on nous regarde du dehors, tantôt avec cette compassion benévole, tantôt avec joie et plaisir. Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens au fond de moi même que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au capitalisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur. » Lumumba était aussi convaincu que « nous ne sommes pas seuls. L'Afrique, l'Asie et les peuples libres et libérés de tous les coins du monde se trouveront toujours aux côtés de millions de congolais qui n'abandonneront la lutte que le jour où il n'y aura plus de colonisateurs et leurs mercenaires dans notre pays. » Dans un monde tendu vers la polycentricité, se souvenir que « nous ne sommes pas seuls » pousseraient les patriotes Congolais à regarder vers ces peuples qui, contre vents et marées, ont fini par trouver leur propre voie tracée par une pensée nourrie des actions menées à partir de « leurs catacombes » tout en étudiant la possibilité d'organiser « un bon accord commercial, un accord commercial juste et honnête » avec « les anciens partenaires » occidentaux. Lumumba « savait » et « sentait » que « son peuple »,

« tôt ou tard » achèvera la lutte d'émancipation au sein de laquelle il s'est glissé. Une lutte initiée par certains autres compatriotes dont Kimpa Vita et Kimbangu. Poursuivre l'étude du double langage des élites occidentales et en déconstruire les pièges, recréer une école organisant (aussi) la pensée à partir de l'histoire et des « catacombes » de nos masses sociales, être prêt à mourir à son égo surdimensionné et à l'ignorance de la nature du capitalisme du désastre, etc. , tel est l'effort qui pourrait être exigé de ceux et celles qui, encore aujourd'hui, croient en la noblesse de la lutte de Patrice-Emery Lumumba pour un Congo digne. Ayant donné le meilleur de lui-même, il a su, en conscience, passé le relais en accordant un peu plus de privilège au peuple congolais avant sa personne.

[1] Ce texte est un extrait du Discours sur le colonialisme tiré de La pensée noire. Les textes fondamentaux, dans Le Point (Hors-série), Avril-mai, 2009, p.59. L'auteur souligne.

[2] « Africains, levons-nous ! » Discours de Patrice Lumumba, 22 mars 1959, p. 16-17.

[3] Ibidem.

[4] <http://www.legrandsoir.info/ce-n-est-pas-la-chine-qu-il-faut-craindre-mais-l-occident-the-4th-media.html>

[5] Ibidem.